

Nous publions un article de Kevin Lin sur le soulèvement étudiant et populaire à Hong Kong, qui a débuté fin septembre 2014 en réponse à une provocation du gouvernement chinois. Celui-ci proposait en effet que le futur chef de l'exécutif soit élu parmi deux ou trois candidats préalablement sélectionnés par un comité de nomination d'environ 1200 membres, largement contrôlé de facto par le PCC (Parti communiste chinois) et les milieux d'affaires. Publié initialement le 2 octobre 2014 par [la revue en ligne Jacobin](#), ce texte défend l'idée que les travailleurs doivent jouer dans ce mouvement un rôle décisif, aux côtés des étudiants, pour que celui-ci aille au-delà d'exigences en termes de droits politiques. La situation a évidemment évolué depuis la publication de ce texte : la classe dirigeante a en partie repris la main, par [la répression policière](#) mais aussi par une intense campagne médiatique de dénigrement du mouvement, [présenté comme une émanation directe du gouvernement étatsunien](#). Nous pensons néanmoins qu'il permet de saisir les enjeux essentiels de ce soulèvement, qui déstabilise le règne d'une bureaucratie chinoise devenue, au terme d'[une trentaine d'années de transformations du régime](#), une véritable bourgeoisie.

Fougueux et provocateur, le mouvement pro-démocratie a entamé sa deuxième semaine¹, après un week-end qui fut le théâtre d'une spectaculaire intensification du nombre de manifestants retournant dans les rues nuit après nuit.

C'est l'élection à venir de 2017 du dirigeant du territoire de Hong Kong, à laquelle se trouve confronté le gouvernement chinois qui a été l'impulsion principale de la mobilisation. Pékin, ayant affirmé qu'il garantirait un vote au suffrage universel, est revenu sur sa décision fin août en déclarant qu'il limiterait les candidatures à un comité *ad hoc* constitué des élites entrepreneuriales et politiques de la ville. Depuis, les manifestants exigent un processus de nomination transparent permettant aux citoyens hongkongais de passer outre l'aval de Pékin pour présenter des candidats.

Le mouvement *Occupy Central*, force principale de ce que l'on nomme la « Révolution des parapluies », est dirigé par des réformistes modérés : deux universitaires et un révérend. En première ligne de ce mouvement, se trouvent également les étudiants. La Fédération des Étudiants de Hong Kong a menacé de boycotter les cours et d'organiser des grèves tout en réclamant une nomination transparente assortie du renvoi du dirigeant actuel du territoire. Un autre groupe étudiant, « *Scholarism* », mené par Joshua Wong, un leader étudiant âgé de 17 ans est aussi actif. (Un journal hongkongais pro-Pékin a affirmé que Wong possédait des connections avec le gouvernement américain, une accusation démentie par le leader étudiant).

Le mouvement a été comparé aux manifestations de la place Tian'anmen ou aux mouvements du Printemps arabe. Il est clair que l'usage d'une force meurtrière par le gouvernement de Hong Kong est peu probable et que le niveau de répression est incomparable avec celui qui caractérise la Chine, la Tunisie ou l'Égypte. Pourtant, les ressemblances sont troublantes : un mouvement jeune, usant de la désobéissance civile non-violente pour se battre en faveur de droits démocratiques. Et, comme à Tian'anmen ou lors du Printemps Arabe, les revendications portent non seulement sur les droits politiques mais concernent aussi la justice économique.

La structure économique de Hong Kong est extrêmement favorable aux milieux d'affaires. Le fonctionnement même du Conseil Législatif, qui sélectionne 30 des 70 sièges du Conseil, assure la surreprésentation des intérêts économiques et professionnels. Comme on

pouvait s'y attendre, Hong Kong figure parmi les sociétés les plus inégalitaires au monde : peu de taxes, peu de dépenses pour les services publics, bref un capitalisme friedmanien par excellence². Au cours des dix dernières années, son coefficient de Gini a toujours dépassé 0,5 et continue de grimper. Patrie des personnes les plus riches d'Asie, Hong Kong concentre aussi 21% de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, et 20% supplémentaires flirtant avec ce seuil.

Connu pour son marché immobilier aux tarifs astronomiques, la ville est, après Londres, la deuxième ville la plus chère du monde. Une maison standard y coûtant plus de 13 fois le salaire annuel moyen, beaucoup de gens habitent de véritables « boîtes à chaussures ». Tout à fait modique, le salaire minimum a été introduit seulement en 2010, et les travailleurs n'ont toujours pas droit à la négociation collective. L'échec du gouvernement à s'attaquer à ces problèmes explique son impopularité. Dans un sondage daté de septembre, à peine 21% approuvaient le dirigeant alors en fonction.

Hong Kong joue un rôle crucial aussi bien pour le capital global que pour le capital chinois. D'une part, la ville fournit aux entreprises chinoises à la recherche d'offres publiques - 43 milliards de dollars depuis 2012 - des financements en capital et l'accès au marché du capital global, faisant par ailleurs office de plaque tournante pour les investissements de capitaux (comptant pour deux tiers des investissements directs étrangers vers la Chine l'an dernier).

Les manifestations ont divisé la communauté des affaires. Tandis que les secteurs du tourisme et de la vente, qui ont bénéficié des apports du tourisme continental, sont les plus durement touchés par les manifestations, certains secteurs du monde de la banque et de la finance sont contrariés par ce qu'ils considèrent comme l'érosion d'un univers profitable.

Plus tôt dans l'année, un ancien gérant de fonds spéculatifs a appelé le monde des affaires à soutenir le mouvement *Occupy Central*, affirmant que la santé de l'économie de la ville était sapée par le népotisme politique, les menaces contre l'indépendance des médias et l'implication du gouvernement chinois dans l'économie. Toutefois, à la fin du mois d'août, la Chambre de commerce de Hong Kong a publié une déclaration offrant un soutien inconditionnel à Pékin et s'opposant à l'occupation jugée « illégale » de Central, le cœur du monde des affaires.

Les branches hongkongaises des cabinets de service comptable des « Big Four »³ tirèrent la sonnette d'alarme au sujet de l'impact négatif des manifestations sur les services financiers. Pourtant, dans une autre campagne publicitaire, des employés des « Big Four » déclarèrent que leurs patrons ne les représentaient pas. Et, ces derniers jours, des traders ont fait la cuisine pour les manifestants, quelques uns ont même rejoint le cortège. Ce genre d'engagement devrait donner à réfléchir à la gauche.

Le rôle dominant que les étudiants et la classe moyenne jouent au sein du mouvement s'avère aussi une limite à la portée et à la nature des manifestations. Critique à l'égard du mouvement, les syndicats et des milieux associatifs se sont malgré tout mobilisés mais l'approfondissement de leur participation permettrait, non simplement de grossir les rangs, mais donnerait une base sociale aux revendications d'égalité économique. À Tian'anmen, les leaders étudiants ont écarté les travailleurs, par peur de leur indiscipline. Mais à Hong Kong, il y a des précédents à la solidarité entre étudiants et travailleurs : l'an passé, ils se sont unis pendant 40 jours lors d'une grève des dockers.

Dimanche 28 septembre 2014, la Confédération des syndicats de Hong Kong, qui se

reconnaît dans le mouvement démocratique et s'oppose à la Fédération des syndicats de Hong Kong, inféodée à Pékin, a lancé un appel à la grève générale. Le syndicat des enseignants a suivi. Quelques travailleurs et syndicats ont répondu en déclenchant des grèves, mais elles ne se sont pas encore étendues à d'autres secteurs. Cela souligne la faiblesse et la division du mouvement ouvrier à Hong Kong, mais aussi témoigne du manque de lien entre les organisations syndicales et les travailleurs•ses.

Les 320 000 migrant•e•s, travailleurs•ses domestiques originaires d'Asie du Sud-Est pourraient aussi potentiellement se mobiliser. Souffrant de violations de leurs droits et d'abus de la part de leurs employeurs, ils ont organisé des rassemblements au cours des deux dernières années, surmontant la peur de l'expulsion. Quelques-uns ont d'ores et déjà exprimé leur soutien aux manifestations, mais leurs consulats les ont mis en garde contre toute participation au mouvement.

Allant au-delà de la revendication de droits politiques, les résultats des groupes militants progressistes et des syndicats ont été autant de signes contraignant les autorités à légiférer sur le temps de travail et les retraites, à restreindre la spéculation immobilière, à défendre le droit au logement, et à mettre en œuvre des politiques sociales avantageuses pour les travailleurs, les femmes et les minorités ethniques. En revanche, pour que ces exigences soient politiquement puissantes, le mouvement a besoin de la participation active des groupes sociaux les plus touchés par ces problèmes.

Pour le mouvement, les risques sont grands. D'abord, il y a celui du développement d'un sentiment anti-chinois. Les organisateurs ont maintenu à distance la campagne anti-chinoise « contre les sauterelles », initiée l'année dernière en réponse à l'immigration récente et massive et au tourisme de consommation depuis le continent. Cette campagne assigne à Hong Kong une identité construite sous plus d'un siècle de domination britannique, allant même parfois jusqu'à agiter le drapeau colonial. Si ce genre de nationalisme s'enracine dans la « Révolution des parapluies », elle sera dévoyée de ses revendications premières et dépossédée de façon significative de son caractère potentiellement émancipateur.

Un second risque, commun à tout mouvement, est la division interne. Quelques étudiants suspectent que *Occupy Central* prenne le contrôle du mouvement, et les différences tactiques existent aussi. Ces divisions peuvent atteindre un point critique si les autorités hongkongaises ne font pas de concessions.

Les manifestations préoccupent Pékin. Le soulèvement tunisien a montré qu'une révolte périphérique peut atteindre le centre. La Chine connaît déjà une agitation justifiée : les agriculteurs protestent contre l'acquisition de terres par le gouvernement, les travailleurs se mettent en grève pour des augmentations de salaires, et les habitants des villes manifestent contre la pollution des usines. Le succès du mouvement démocratique hongkongais est craint : il encouragerait des mobilisations de masses similaires sur le continent, qui pourraient puiser parmi les revendications existantes.

Conscient de cette possibilité, Pékin maintient le silence médiatique, censure lourdement les réseaux sociaux chinois, soumet à l'interrogatoire ou à des gardes à vue les soutiens continentaux. Evidemment, Pékin n'aurait jamais toléré le développement de ce scénario sur le continent : les autorités locales auraient rapidement négocié un arrangement pour démobiliser les manifestants et auraient puni les organisateurs.

En guise de réponse, Pékin dispose de plusieurs options. D'un côté de l'éventail :

contraindre les autorités hongkongaises afin qu'elles usent de la force pour mettre fin aux manifestations. Dans le cas le plus répressif, les militaires chinois basés à Hong Kong peuvent être déployés. Cela paraît extrêmement improbable. Fait inédit dans le passé récent, l'utilisation des gaz lacrymogènes par la police anti-émeute durant le week-end a suscité de vives critiques. Par conséquent, ils ont été largement retirés des rues. À la fois pour Pékin et Hong Kong, le coût politique d'une répression violente est tout bonnement trop élevé ; à elle seule, la secousse économique incite à l'éviter.

D'un autre côté, Pékin pourrait choisir d'accepter les revendications principales des manifestants et autoriser une nomination directe des candidats à l'élection de 2017. Après tout, elle a lieu dans trois ans et le gouvernement chinois peut actionner d'autres leviers afin de désigner ses favoris. Mais aux yeux d'un mouvement démocratique ragaillard, il y a de fortes chances que les marges de manœuvre de Pékin aillent en s'amenuisant.

De plus, satisfaire les revendications des manifestants serait un aveu de faiblesse politique humiliant, que Pékin pourrait juger ne pas pouvoir se permettre. Tandis que la Chine persiste dans une posture intransigeante, s'occupant des conflits maritimes et de l'agitation interne dans les régions traditionnelles, laisser apparaître sa faiblesse risquerait d'être vu comme un signe d'aggravation de ces situations.

Pour jouer la sécurité, Pékin peut laisser Hong Kong faire poireauter les manifestants dans l'espoir que le mouvement se dissipe ou s'aliène l'opinion publique, en particulier les petits commerçants affectés par les manifestations. C'est la stratégie sur laquelle Pékin est en train de miser : son caractère payant ou non dépendra de la façon dont le mouvement évoluera.

En dernier ressort, la direction du mouvement dépend de sa composition de classes. Les syndicats et les travailleurs doivent jouer un rôle décisif en son sein afin que ses exigences dépassent la tenue d'élections démocratiques. Les droits politiques à eux seuls ne garantiront pas les changements économiques structurels nécessaires pour faire advenir des lieux de travail plus démocratiques, et une société non seulement plus égalitaire mais plus juste.

Traduit de l'anglais par Vincent Bonzom

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

références

↑ **1** Rappelons que ce texte a été publié au début du mois d'octobre.

↑ **2** Du nom de l'économiste néolibéral Milton Friedman (NdT).

Les « Big Four » sont les quatre plus grands groupes d'audit financier au niveau

↑ **3** mondial : Deloitte, membre du réseau Deloitte Touche Tohmatsu (DTT) ; EY (Ernst & Young) ; KPMG et PricewaterhouseCoopers (PwC).